

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N° 2023-34 du 29 septembre 2023

Sommaire

Commerce et sanctions

1. Les États-Unis et l'Union européenne tiendront un sommet le 20 octobre
2. Les États-Unis et la Chine lancent des groupes de travail économiques et financiers conjoints
3. K. Tai déclare que le but de la réforme de l'OMC n'est pas de restaurer l'organe d'appel
4. Les États-Unis et les nations insulaires du Pacifique renforcent leurs liens commerciaux
5. L'« Export Enforcement Five » renforce ses mesures de lutte contre le contournement des sanctions

Climat – énergie – environnement

6. Le Département américain de l'Énergie (DoE) annonce le financement de 15 démonstrateurs technologiques de stockage d'énergie de longue durée

Transport et infrastructure

7. L'administration fédérale octroie 12 M\$ pour améliorer les équipements portuaires et fluviaux

Industrie

8. Le CHIPS Program Office a publié les règles relatives aux garde-fous du CHIPS Act

Distribution et divertissement

9. Après 148 jours de grève, les scénaristes de télévision et de cinéma ont mis fin à leur grève

Agriculture et industrie agroalimentaire

10. Le Département de l'Agriculture étend le mécanisme d'éligibilité automatique des élèves à la gratuité des repas scolaires

Numérique et innovation

11. La course à l'IA générative se poursuit
12. Les firmes de capital-risque et le gouvernement collaborent sur l'IA
13. La FTC ouvre une enquête sur Amazon

Santé

14. Près de 75 000 travailleurs du secteur médico-social pourraient faire grève aux États-Unis
15. Une start-up de Boston veut remédier à la pénurie d'infirmiers en formant et plaçant des étudiants étrangers
16. Une contamination a été détectée dans une usine de Novo Nordisk, en Caroline du Nord

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Les États-Unis et l'Union européenne tiendront un sommet le 20 octobre

La Maison-Blanche a [annoncé](#) le 28 septembre que le Président J. Biden accueillerait le 20 octobre prochain à Washington le Président du Conseil européen Ch. Michel et la Présidente de la Commission européenne U. von der Leyen à l'occasion d'un sommet États-Unis-Union européenne. Selon le communiqué de la Maison-Blanche, ce sommet devrait aborder les questions du soutien à l'Ukraine contre l'agression russe, de la transition vers une économie propre, de la résilience des chaînes d'approvisionnement et de la coopération dans le domaine des technologies critiques émergentes telles que l'intelligence artificielle. La date butoir pour l'établissement d'un Arrangement global sur l'acier et l'aluminium durables (GSA) étant fixée au 31 octobre, un livrable est également attendu sur ce volet. Il s'agira du second sommet transatlantique dans ce format depuis le début du mandat de l'administration Biden, le premier ayant eu lieu en juin 2021.

2. Les États-Unis et la Chine lancent des groupes de travail économiques et financiers conjoints

Le Département américain du Trésor a [annoncé](#) le 21 septembre la création de deux groupes de travail avec la Chine, qui se réuniront à « échéance régulière » : l'un dédié aux enjeux économiques, avec le ministère des Finances chinois, l'autre aux sujets financiers, avec la banque centrale chinoise. La création de ces deux groupes fait suite à la visite cet été à Pékin de la Secrétaire américaine au Trésor, J. Yellen [voir [Flash accents du 14 juillet 2023](#)]. Elle fait également suite à la création de deux groupes de travail sur le contrôle des exportations et sur les sujets commerciaux, lors de la visite à Pékin de la Secrétaire américaine au Commerce G. Raimondo à la fin du mois d'août [voir [Flash accents du 1^{er} septembre 2023](#)].

Cette annonce intervient alors que l'enquête annuelle [réalisée](#) par le *US-China Business Council*, organisation représentant les intérêts d'entreprises américaines en Chine, souligne que seules 49 % des entreprises américaines sondées se déclarent optimistes ou plutôt optimistes concernant l'environnement des affaires en Chine, et 90 % d'entre elles estiment que les politiques industrielles chinoises vont affaiblir leurs parts de marché en Chine lors des cinq prochaines années. Par ailleurs, alors que certaines voix au sein du camp républicain, à l'instar de l'ancien Représentant américain au Commerce R. Lighthizer, plaident en faveur de la révocation du statut établissant des « relations commerciales normales permanentes » avec la Chine, un rapport [publié](#) récemment par l'*American Action Forum* indique que cette mesure pourrait conduire à une hausse de 6 % des prix à la consommation aux États-Unis et une chute de 17 % des exportations américaines.

3. K. Tai déclare que le but de la réforme de l'OMC n'est pas de restaurer l'organe d'appel

Dans le sillage du discours de J. Biden à la tribune de l'Assemblée générale des Nations Unies le 19 septembre, où il a [évoqué](#) les efforts de réforme de l'OMC, destinés selon lui à « préserver la concurrence, l'ouverture, la transparence et l'État de droit, tout en répondant mieux aux impératifs d'aujourd'hui, comme la transition énergétique, la protection des travailleurs et la promotion d'une croissance durable », la Représentante au Commerce américaine (USTR) K. Tai est [intervenue](#) à ce sujet le 22 septembre au *Center for Strategic and International Studies* (CSIS), dans le cadre d'un échange avec la Directrice Générale de l'OMC, N. Okonjo-Iweala. Si elle a assuré que les États-Unis maintenaient leur engagement envers cette organisation, K. Tai a aussi déclaré que cette dernière devait évoluer, notamment pour mieux contribuer à la lutte contre le changement climatique et la protection des travailleurs. Elle a souligné certaines priorités des États-Unis dans le cadre de la réforme de l'OMC, qui constituera un sujet majeur de la prochaine ministérielle de l'organisation en février 2024, comme l'amélioration de la transparence et de la notification des mesures susceptibles d'affecter le commerce international, le renforcement de la fonction de négociation de l'OMC, et la réforme de son système de règlement des différends. Sur ce dernier point, l'USTR a rappelé plusieurs des objectifs des États-Unis, telles qu'annoncées en juillet dernier [voir [Flash Accents du 7 juillet 2023](#)]. Toutefois, K. Tai a affirmé que le but de cette réforme n'était pas de restaurer l'organe d'appel, et a noté qu'aucun des accords de libre-échange conclus par les États-Unis ne présentait deux niveaux d'adjudication comme à l'OMC. N. Okonjo-Iweala, en contraste avec les propos de l'USTR, a souligné que de nombreux membres de l'OMC soutenaient un système de règlement des différends à deux niveaux, qui permettait selon elle de rétablir une certaine symétrie entre petits et grands pays.

Le même jour, K. Tai s'est aussi [exprimée](#) au Forum transatlantique sur la géoéconomie, organisé par l'*Atlantic Council*. Lors de cette intervention, elle a notamment indiqué que l'approche américaine pour l'établissement d'un Arrangement global sur l'acier et l'aluminium durables (GSA) avec l'Union européenne, pour lequel elle espérait un accord « dans les six prochaines semaines », était compatible avec les règles de l'OMC. Elle a suggéré que ces règles étaient sujettes à interprétation, si bien que l'UE, pourtant confiante dans la compatibilité avec celles-ci de son mécanisme d'ajustement carbone aux frontières (MACF), pourrait voir ce mécanisme attaqué à l'OMC. K. Tai a par ailleurs exprimé son soutien au lancement par la Commission européenne d'une enquête antisubventions lancée sur les importations de véhicules électriques originaires de Chine, assurant que l'UE était « dans son bon droit » en lançant une telle enquête.

4. Les États-Unis et les nations insulaires du Pacifique renforcent leurs liens commerciaux

Le Président J. Biden et les représentants de 18 nations insulaires du Pacifique se sont [engagés](#) à renforcer leurs liens commerciaux à l'occasion du Forum États-Unis-Pacifique qui s'est tenu le 25 septembre à Washington. Les 19 pays ont en effet [lancé](#) en septembre 2022 un Dialogue sur le commerce et l'investissement, visant à fournir un cadre à la promotion des opportunités commerciales et d'investissement entre les États-Unis et les pays de la région. Selon un [communiqué](#) de la Maison-Blanche, les États-Unis ont annoncé lors de ce sommet plusieurs mesures de soutien, dont 8 M\$ pour une initiative de diversification des échanges commerciaux, 50 M\$ pour le financement de petites et moyennes entreprises et 3 M\$ dans le cadre d'un projet de câbles sous-marins pour renforcer la connectivité numérique. Lors d'une conférence de presse le 22 septembre, la Maison-Blanche a [indiqué](#) que l'« assertivité et l'influence » de la Chine dans cette région constituaient aussi l'une des raisons de l'engagement des États-Unis avec ces pays.

5. L'« Export Enforcement Five » renforce ses mesures de lutte contre le contournement des sanctions

Les États-Unis, l'Australie, le Canada, la Nouvelle-Zélande et le Royaume ont [publié](#) conjointement le 26 septembre un document d'orientation à destination des acteurs industriels et universitaires, listant certains biens considérés comme critiques pour la production d'armement russe et appelant à l'adoption de mesures de « due diligence » afin d'empêcher les pratiques de réexportation de ces biens vers la Russie par des pays tiers. Le groupe « Export Enforcement Five » (ou E5) a été créé en juin dernier, avec pour objectif de coordonner les dispositifs de contrôle-export des cinq pays membres afin de lutter contre les pratiques de contournement au profit de la Russie. Le document [recense](#) ainsi 45 produits identifiés comme stratégiques pour les activités de production d'armement de la Russie, dont 9 considérés comme revêtant une très haute priorité. Il définit également les types de transactions émanant de pays non membres de la coalition ayant imposé des mesures de contrôle des exportations visant la Russie (*Global Export Control Coalition*) susceptibles de constituer des pratiques de contournement des dispositifs en vigueur.

Brèves :

- Le 25 septembre, le Département américain du Commerce a [ajouté](#) 28 nouvelles entités sur l'*Entity List* (dont 11 basées en Chine, 5 en Russie, 5 au Pakistan, 3 en Finlande, 2 à Oman, 1 en Allemagne et 1 aux Émirats arabes unis). Ces entités sont notamment accusées de participer au contournement du dispositif américain de contrôle export au profit de la Russie.
- Le 25 septembre, les États-Unis ont formellement [demandé](#) au Mexique de vérifier que les droits des travailleurs d'une usine

automobile à Aguascalientes étaient bien respectés. Il s'agit du quatorzième cas d'activation par Washington du mécanisme de réponse rapide (RRM) de l'accord États-Unis-Mexique-Canada (USMCA), permettant d'assurer la bonne mise en œuvre, dans des usines spécifiques, des engagements souscrits par les parties à l'Accord en termes de droit des travailleurs.

- Le 25 septembre, l'État de Washington et le Royaume-Uni ont [conclu](#) un Mémorandum d'accord afin de renforcer leur coopération en matière commerciale, d'innovation et d'énergie propre. Il s'agit du sixième accord non contraignant de ce type conclu entre Londres et un État fédéré américain.
- Le 26 septembre, le Bureau de la Représentante au Commerce américaine (USTR) a [annoncé](#) la nomination de Rufino Hurtado au poste de *Senior Trade Representative* à la Mission des États-Unis auprès de l'Union européenne. R. Hurtado était jusqu'alors *Deputy Assistant USTR* pour l'Agriculture.
- Le 26 septembre, le Département américain du Trésor a [sanctionné](#) 10 individus accusés de prendre part aux activités criminelles du cartel mexicain Sinaloa et un individu considéré comme l'un des dirigeants du cartel colombien Clan del Golfo.
- Le 27 septembre, le Département américain du Trésor a [sanctionné](#) cinq entités et deux individus basés en Iran, en Chine, à Hong Kong, en Turquie et aux Émirats arabes unis, accusés de fournir du matériel pour la conception de drones utilisés par la Russie dans le cadre du conflit en Ukraine.
- Le 28 septembre, le Département américain du Trésor a [sanctionné](#) deux entités et un individu accusés d'entraver les missions de rétablissement de la paix au Soudan.

Climat – énergie – environnement

6. Le Département américain de l'Énergie (DoE) annonce le financement de 15 démonstrateurs technologiques de stockage d'énergie de longue durée

Le Département américain de l'Énergie (DoE) a [annoncé](#) le 22 septembre une enveloppe de 325 M\$ pour financer 15 projets dans 17 États et une nation tribale en vue d'accélérer le développement des technologies de stockage d'énergie de longue durée (*long-duration energy storage* – LDES). Financés par la loi bipartisane sur les infrastructures, ces projets de démonstrateurs visent à renforcer le contrôle des systèmes électriques locaux, à atténuer les risques liés aux perturbations du réseau et à développer des systèmes énergétiques fiables et abordables.

Le DoE rappelle à cette occasion que le stockage de l'énergie est [essentiel](#) pour permettre aux services publics et aux opérateurs de réseaux d'utiliser concrètement les nouvelles ressources en énergie

propre, comme le solaire et l'éolien. Le DoE rappelle dans ce cadre son objectif de réduire le coût du LDES de 90 % d'ici à 2030.

Le [programme de démonstrateurs LDES](#) sera géré par l'Office of Clean Energy Demonstrations (OCED) du DoE. Les projets sélectionnés présentent une gamme de solutions de stockage intra-journalier (de 10 à 36 heures) et plurijournalier (de 36 à plus de 160 heures), afin de minimiser la fréquence et la durée des interruptions de courant causées par des événements tels que des conditions météorologiques difficiles ou des cyberattaques sur le réseau. Certains projets sélectionnés cherchent également à mettre en œuvre des approches innovantes en matière de réutilisation et de recyclage des batteries hors d'usage afin de soutenir l'industrie nationale croissante des véhicules électriques et de créer de nouvelles opportunités économiques, tout en apportant des bénéfices environnementaux. La liste complète des projets peut être consultée [ici](#).

Transport et infrastructure

7. L'administration fédérale octroie 12 M\$ pour améliorer les équipements portuaires et fluviaux

Le 21 septembre, dans le cadre du programme fédéral USMHP (US Maritime Highway Program), l'administration maritime (MARAD, au sein du Département américain des Transports) a [accordé](#) 12 M\$ de subventions en faveur de huit projets d'amélioration des liaisons intérieures maritimes et fluviales. Ces financements soutiendront principalement l'acquisition de nouveaux équipements, à condition qu'ils soient fabriqués aux États-Unis et que tout le fer, l'acier, les produits manufacturés et les matériaux de construction utilisés soient produits aux États-Unis. Selon l'administration, ces projets permettront d'améliorer la performance et la résilience des chaînes de transport en offrant des options complémentaires ou alternatives aux modes routier et ferroviaire.

Les équipements visés comprennent notamment des chariots et appareils de manutention de conteneurs pour le port de MacKenzie (Alaska), des grues de transbordement multimodal dans le port d'Indiana-Mount Vernon (Indiana) et le port de Morgan City (Louisiane), permettant de combiner les transports fluviaux, ferroviaire et routier. Les autres projets d'équipement concernent les ports de Beaumont (Texas), de Bellingham (Washington) et de Seattle (Washington). L'un des projets porte sur l'étude de faisabilité de la conversion d'un ferry de transport de passagers et marchandises fonctionnant actuellement au charbon, vers une technologie bas-carbone, dans le Wisconsin.

Industrie

8. Le CHIPS Program Office a publié les règles relatives aux garde-fous du CHIPS Act

Le 22 septembre, le CHIPS Program Office a [publié](#) la règle finale concernant l'usage des fonds du CHIPS Act. Elle instaure deux garde-fous qui limitent les risques d'une utilisation des fonds jugée abusive par l'administration américaine. Le premier garde-fou, dit d'expansion, interdit aux entreprises de construire de nouvelles capacités de production dans la fabrication de semi-conducteurs avancés dans les pays jugés préoccupants pour les États-Unis (Chine, Corée du Nord, Russie, Iran) pendant les dix ans suivant l'obtention du financement. En ce qui concerne les puces moins avancées, les bénéficiaires de fonds ne pourront pas accroître leurs capacités de production de plus de 10 % dans ces pays. Le deuxième garde-fou, dit technologique, empêche les entreprises de s'engager dans des programmes de recherche et développement conjointement avec des pays dits préoccupants dans les secteurs revêtant des enjeux de sécurité nationale pour les États-Unis. Dans le cas où une entité violerait l'un des deux garde-fous, le CPO recouvrira l'ensemble des subventions octroyées à l'entité.

Distribution et divertissement

9. Après 148 jours de grève, les scénaristes de télévision et de cinéma ont mis fin à leur grève

La Writers Guild of America (WGA) a [déclaré](#) le 26 septembre que ses instances internes avaient voté pour mettre fin à la grève, proposant à ses 11 500 membres un contrat provisoire avec les sociétés de divertissement que ces derniers devraient signer. Cet accord prévoit une augmentation progressive du salaire minimum des scénaristes, échelonnée jusqu'à 2026, des restrictions à l'usage de l'IA, ainsi qu'une meilleure répartition des revenus du streaming. La conclusion de cet accord, qui intervient après 5 mois de négociations tendues entre la WGA et les dirigeants d'Hollywood, ne signifie pas pour autant un retour à la normale pour le secteur audiovisuel. En effet, l'AMPTP – le consortium des principaux studios, diffuseurs et autres sociétés de production – n'a toujours pas conclu un accord avec le syndicat des acteurs, le SAG-AFTRA, qui s'est mis en grève en juillet.

Agriculture et industrie agroalimentaire

10. Le Département de l'Agriculture étend le mécanisme d'éligibilité automatique des élèves à la gratuité des repas scolaires

Le Département de l'Agriculture (USDA) a [finalisé](#) le 26 septembre un règlement visant à étendre la disposition d'éligibilité communautaire, qui permet aux élèves d'accéder gratuitement aux repas scolaires. Cette mesure, qui entrera en vigueur le 26 octobre 2023, permettra à environ 3 000 écoles supplémentaires d'accéder au programme par rapport aux 33 000 déjà concernées.

La [disposition d'éligibilité communautaire](#) est un dispositif qui permet, pour les écoles qui le souhaitent, de bénéficier d'un remboursement plus important de l'État fédéral leur permettant d'offrir gratuitement, à tous leurs élèves, des petits-déjeuners et des déjeuners gratuits sans avoir à demander aux parents de présenter des dossiers justifiant de leurs bas revenus. En effet, l'éligibilité à la gratuité des repas est acquise automatiquement à partir du moment où le taux des ménages d'un secteur scolaire qui bénéficient de dispositifs d'aides sociales sous conditions de ressources, comme le *Supplemental Nutrition Assistance Program* ([SNAP](#)), dépasse un certain pourcentage. Jusqu'ici fixé à 40 %, le présent règlement abaisse ce taux à 25 %.

Cet effort de l'USDA en faveur d'une plus grande sécurité alimentaire des enfants s'inscrit dans le cadre de la [stratégie nationale de l'administration Biden sur la faim, la nutrition et la santé](#), publiée l'année dernière à l'occasion d'une Conférence tenue à la Maison-Blanche et dédiée à ces problématiques.

À l'image des oppositions partisans au Congrès sur les dispositifs d'aide alimentaire et notamment du SNAP, ce programme d'éligibilité communautaire créé en 2011 et qui bénéficie à plus de 16 millions d'enfants est largement critiqué par les élus républicains. Ces derniers considèrent que l'automatisme de la gratuité des repas est un gaspillage d'argent public puisque ce mécanisme va bénéficier à des élèves dont les parents auraient les moyens de payer. La présidente de la Commission de l'éducation et de la main-d'œuvre de la Chambre des représentants, [Virginia Foxx](#) (R-N.C.), a ainsi déclaré : « Le règlement de l'USDA élargit considérablement l'État-providence et permet aux étudiants à revenus moyens et élevés de profiter d'un programme qui devrait être limité aux plus nécessiteux ».

Numérique et innovation

11. La course à l'IA générative se poursuit

Amazon a [annoncé](#) le 25 septembre un investissement de 4 Md\$ dans la start-up Anthropic, fondée en 2021 par d'anciens employés d'OpenAI. [Anthropic](#) développe le chatbot Claude, suivant des principes éthiques réputés plus stricts que ceux appliqués à ChatGPT. Cet accord s'inscrit dans le cadre d'une collaboration plus large visant à développer des modèles d'IA de grande taille (dits modèles de fondation, comme ChatGPT). [OpenAI](#) s'apprêterait de son côté à lancer une augmentation de capital. Sa valorisation, estimée entre 80 Md\$ et 90 Md\$, a triplé en moins d'un an. Microsoft avait pour mémoire acquis en janvier 2023 49 % d'OpenAI pour 10 Md\$. ChatGPT représente aujourd'hui 60 % du marché de l'intelligence artificielle générative.

12. Les firmes de capital-risque et le gouvernement collaborent sur l'IA

Un ensemble de sociétés de capital-risque serait en [pourparlers](#) avec le Département du Commerce des États-Unis pour élaborer des lignes directrices sur la « responsabilité en matière d'IA ». Cette initiative s'inscrit dans une démarche d'autorégulation et viserait à s'assurer que l'adoption rapide de l'IA par les startups tient compte des implications éthiques et sociétales. Axios rapporte que « plusieurs dizaines de fonds » seraient impliqués dans cette démarche (citant Bain Capital Ventures, General Catalyst, Lux Capital, Mayfield et IVP), coordonnée par l'association *Responsible Innovation Labs* (RIL), qui regroupe des investisseurs et des cadres dirigeants du numérique.

13. La FTC ouvre une enquête sur Amazon

La Federal Trade Commission (FTC) a [annoncé](#) le lancement d'une procédure contre Amazon en lien avec ce qu'elle considère comme des pratiques commerciales illégales. L'enquête vise les interactions d'Amazon avec les vendeurs tiers sur sa plateforme et examine si l'entreprise utilise les données de ces vendeurs pour favoriser ses propres produits. La FTC affirme qu'Amazon désavantage les vendeurs qui proposent des prix plus bas ailleurs sur internet et les contraint à utiliser le réseau de livraison d'Amazon en leur facturant des frais supplémentaires sinon. Environ 60 % des articles achetés sur Amazon sont vendus par des vendeurs tiers, mais la FTC affirme que les frais d'Amazon sont si élevés que les vendeurs ne conservent en réalité que la moitié de leurs marges. La FTC et les États fédérés prenant part au litige demandent une injonction permanente pour mettre fin à ces pratiques. Amazon a confirmé la réception d'une notification de l'enquête et défend ses pratiques commerciales, affirmant qu'elles favorisent la concurrence et bénéficient aux consommateurs.

Brèves

- Le National Telecommunications and Information Administration (NTIA) du Département du Commerce a [lancé](#) un appel à commentaires concernant la protection des enfants et adolescents sur les réseaux sociaux. L'objectif est de comprendre les risques que pose l'utilisation d'Internet pour les jeunes et comment les adultes peuvent atténuer ces risques. Alan Davidson, administrateur de la NTIA, a déclaré que cette consultation pourrait être suivie de la publication de recommandations, de directives volontaires pour les entreprises technologiques et de ressources pour les parents.
- SpaceX a [remporté](#) un contrat de 70 M\$ du Département de la Défense pour le développement de Starshield, une version militaire de son système Internet par satellite, Starlink. Le contrat, d'une durée d'un an, a été confirmé par un porte-parole de la Space Force.
- Meta a [dévoilé](#) une panoplie de nouveaux produits liés à l'intelligence artificielle, dont un assistant chatbot, Meta AI, ainsi que plus d'une vingtaine de personnages IA destinés à ses plateformes de médias sociaux et de messagerie. Des lunettes intelligentes Ray-Ban ont également été présentées lors de cet événement, permettant un accès au chatbot de Meta par commande vocale.

Santé

14. Près de 75 000 travailleurs du secteur médico-social pourraient faire grève aux États-Unis

Plus de 75 000 travailleurs du secteur de la santé de Kaiser Permanente (95 Md\$ de chiffre d'affaires et près de 213 000 employés) pourraient se mettre [en grève](#) pendant trois jours la semaine prochaine, à partir de mercredi. Il s'agirait de la plus grande grève du secteur de la santé de l'histoire des États-Unis.

Les travailleurs réclament de meilleurs salaires et des effectifs plus importants. Si les médecins et la majorité des infirmières ne seraient pas concernés par le mouvement social, les techniciens médicaux, les pharmaciens, les optométristes, les infirmières auxiliaires et le personnel administratif pourraient débrayer.

15. Une start-up de Boston veut remédier à la pénurie d'infirmiers en formant et plaçant des étudiants étrangers

La start-up InSpring, basée à Boston, [se fixe](#) comme objectif de former des centaines d'étudiants nés à l'étranger pour occuper les postes d'infirmiers et remédier à la pénurie en cours. Le taux de vacance des postes d'infirmiers dans les hôpitaux du Massachusetts a doublé, passant de 6,4 % en 2019 à 13,5 % en 2022, selon le [rapport](#) de la

Commission de la politique en santé du Massachussetts, publié en mars 2023.

Elle prévoit de former ce semestre une première cohorte de 20 à 30 étudiants étrangers titulaires d'une licence obtenue aux États-Unis ou dans un autre pays. Le groupe intégrera un programme accéléré de licence en soins infirmiers au MGH Institute of Health Professions – dans l'objectif d'une certification début 2025 (avec la possibilité de travailler comme aide-soignant avant son obtention).

InSpring assurera la formation des futurs travailleurs par le biais de partenariats avec des universités, le placement des recrues dans des emplois d'infirmiers américains et la gestion de leurs formalités d'immigration. Elle mettra également la cohorte en relation avec des banquiers spécialisés pour les prêts à des étudiants internationaux.

Lorsqu'une recrue est embauchée à temps plein, InSpring facture à son employeur une redevance unique, distincte du salaire de l'employé.

16. Une contamination a été détectée dans une usine de Novo Nordisk, en Caroline du Nord

Plusieurs souches de bactéries ont été détectées dans l'usine de l'entreprise pharmaceutique danoise Novo Nordisk, où est fabriqué le sémaglutide, le principal composant de la pilule contre le diabète Rybelsus, selon un article [paru](#) dans le Wall Street Journal.

La Food and Drug Administration a inspecté en juillet dernier l'usine de Clayton (Caroline du Nord) et a publié un rapport soulignant les manquements de Novo Nordisk en matière de contrôles microbiens.

Brèves

- La Federal Trade Commission a [engagé](#) le 21 septembre des poursuites contre la société de capital-investissement Welsh Carson Anderson & Stowe (WCAS), l'accusant de monopole dans le domaine des services de soins en anesthésie au Texas. En 2012, WCAS a créé la plateforme U.S. Anesthesia Partners (USAP), dont l'objectif était d'acquérir des services de soins anesthésiques. La FTC affirme que WCAS et USAP ont d'abord fait l'acquisition de l'essentiel des grands cabinets d'anesthésie du Texas, afin de constituer un fournisseur dominant, avant de s'entendre sur la fixation des prix avec les prestataires restant. Elle les accuse également d'avoir "conclu un accord" pour empêcher qu'un concurrent majeur ne puisse s'installer au Texas.

- Merck (MSD) a [annoncé](#) le 28 septembre qu'elle allait entamer des pourparlers avec la CMS quant au prix des médicaments (notamment le Januvia, un médicament contre le diabète). En juin 2023, ce fabricant de médicaments avait intenté un procès à l'administration américaine pour contester la constitutionnalité de la politique de négociation des prix. Il s'agit de la 4^e entreprise pharmaceutique à reprendre les discussions, après AstraZeneca, Bristol-Myers Squibb et Boehringer Ingelheim.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington
washington@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis
Abonnez-vous [ici](#)